



## PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Préfecture de la Loire-Atlantique  
Direction de la coordination et  
du management de l'action publique  
Bureau des procédures d'utilité publique  
2016/ICPE/192  
dossier n° 2010-0184

### **LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 autorisant les sociétés VALDIS et VALDIS Energie, dont les sièges sociaux sont situés au lieu-dit « la Grand'Lande » à ISSE (44520) une installation de méthanisation de déchets non dangereux ;

**VU** la demande formulée par la société VALDIS, en vue d'être autorisée à modifier l'autorisation d'exploiter, au lieu-dit « La Grand'Lande » à ISSE son unité de méthanisation de déchets d'origine animale et végétale ;

**VU** les plans annexés à la demande ;

**VU** le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande ;

**VU** l'avis du commissaire enquêteur en date du 13 août 2016 ;

**VU** les avis du directeur départemental des territoires et de la mer en date du 17 décembre 2015 et du 30 mars 2016 ;

**VU** l'avis de la directrice de l'agence régionale de santé en date du 02 décembre 2015 ;

**VU** l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours en date du 25 janvier 2016 ;

**VU** l'avis du directeur de l'institut national de l'origine et de la qualité en date du 25 novembre 2015 ;

**VU** l'avis de l'autorité environnementale (DREAL) en date du 05 janvier 2016 ;

6 QUAI CEINERAY – BP 33515 – 44035 NANTES CEDEX 1

TELEPHONE : 02.40.41.20.20 – COURRIEL : [prefecture@loire-atlantique.gouv.fr](mailto:prefecture@loire-atlantique.gouv.fr)

SITE INTERNET : [www.loire-atlantique.pref.gouv.fr](http://www.loire-atlantique.pref.gouv.fr)

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi – de 9H00 à 16H15

VU le rapport du directeur départemental de la protection des populations en date du 28 septembre 2016 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 13 octobre 2016 ;

VU le projet d'arrêté transmis à la société VALDIS en application de l'article R.512-26 du code de l'environnement, en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L.512-1 du titre 1<sup>er</sup> du Livre V du code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par l'article L.511-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

## ARRETE

### **TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

##### **ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

Les sociétés par actions simplifiées VALDIS et VALDIS ENERGIE dont les sièges sociaux sont situés à la Grand'Landes sur la commune d'ISSE (44520) sont autorisées, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune d'ISSE, les installations détaillées dans les articles suivants.

##### **ARTICLE 1.1.2. CLASSEMENT IPPC**

Les installations sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD), et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

**ARTICLE 1.1.3. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**ACTIVITES SOUMISES A AUTORISATION**

Rubriques	Nature des activités	Capacité autorisée	Exploitant
<b>ACTIVITES IED</b>			
3532	Valorisation de déchets non inertes (capacité supérieures à 100 tonnes/j)	58 600 tonnes/an Max 300 tonnes/j	VALDIS
<b>AUTRES ACTIVITES</b>			
2781.2	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou matière végétale brute à l'exclusion des installations de stations d'épuration urbaines 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux	Déchets : 58 600 t/an Max 300 t/j	VALDIS
2910.C.1	Installations de combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271 C. Lorsque l'installation consomme exclusivement du biogaz provenant d'installation classée sous la rubrique 2781-1 et si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 0,1 MW : 1. Lorsque le biogaz est produit par une installation soumise à autorisation, ou par plusieurs installations classées au titre de la rubrique 2781-1	Groupe de cogénération : puissance totale de 7,8 MW	VALDIS ENERGIE

**ACTIVITES SOUMISES A DECLARATION**

Rubriques	Nature des activités	Capacité autorisée	Exploitant
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m <sup>3</sup>	Cuves de digestat et lagunes : 36 000 m <sup>3</sup>	VALDIS
4310.2	Gaz inflammables catégorie 1 et 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant Supérieure ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 10 tonnes	Quantité de gaz de 4,7 tonnes	VALDIS

\* Au regard des capacités autorisées à la rubrique n° 3532 de la nomenclature désignée comme rubrique principale, l'installation relève de la section 8 (relative aux installations visées à l'annexe I de la Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles) du chapitre 5 du titre I du livre V du code de l'environnement.

Dans l'attente de la publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) relatives à la rubrique n° 3532, les MTD telles que définies dans le BREF WT (relatif au traitement des déchets) servent de référence aux prescriptions de la présente autorisation.

#### **ARTICLE 1.1.4. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Les installations autorisées sont situées sur la commune, les parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits
ISSE	7, 8, 9 de la section ZL 24 et 25 de la section ZI	Grand'Lande

### **CHAPITRE 1.2 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **CHAPITRE 1.3 CONCEPTION ET AMENAGEMENT GENERAL DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 1.3.1. IMPLANTATION ET ISOLEMENT DU SITE**

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes.

L'installation est implantée et réalisée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Le plan détaillé précisant les emplacements des différents équipements et les dispositifs associés ainsi que les adaptations réalisées est mis à jour chaque fois que nécessaire.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'aire ou les équipements de stockage des matières entrantes et des digestats sont distants d'au moins 35 mètres des puits et forages de captage d'eau extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques ; la distance minimale aux rivages et berges des cours d'eau est égale à 35 mètres.

La distance entre les digesteurs et les habitations occupées par des tiers ne peut pas être inférieure à 50 mètres, à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des logements dont l'exploitant ou le fournisseur de substrats de méthanisation ou l'utilisateur de la chaleur produite a la jouissance.

### **ARTICLE 1.3.2. SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE**

L'extrémité est de l'établissement est concernée par la servitude d'utilité publique n°14 relative aux lignes de transport d'énergie électrique pour la ligne de 90 kV entre ISSE et LOUISFERT. L'exploitant doit réserver le libre passage à l'entreprise exploitante pour l'entretien des installations.

### **ARTICLE 1.3.3. CONTROLE DE L'ACCES A L'INSTALLATION.**

L'installation est ceinte d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.

### **ARTICLE 1.3.4. CAPACITE DE L'INSTALLATION**

L'usine assurera la méthanisation de déchets organiques et la production de chaleur et d'électricité afin de valoriser le biogaz produit. Elle fonctionnera 24 heures sur 24 et sept jours sur sept.

La capacité en production sera :

- au maximum de 300 tonnes par jour ;
- de 17 000 Nm<sup>3</sup> de biogaz par jour en moyenne et de 24 000 Nm<sup>3</sup> au maximum.

La capacité de stockage sera :

- en entrée, de 100 m<sup>3</sup> pour la trémie de réception des produits solides et de 360 m<sup>3</sup> pour les 3 cuves de produits liquides ;
- en sortie, de 4000 m<sup>3</sup> pour le stockage du biogaz (dans le post-digesteur) et de 41 000 m<sup>3</sup> pour le stockage digestat (dans le post-digesteur , dans deux cuves et deux lagunes situées en dehors du site).

Les matières solides ou pâteuses seront réceptionnées dans un hall fermé d'une capacité suffisante et permettant le déchargement des camions les portes étant fermées. Seuls les matières entrantes emballées dans des containers hermétiques pourront être entreposés à l'extérieur durant un délai ne dépassant pas 24 heures avant leur traitement.

A cet effet, le hall de réception des matières premières sera agrandi dans un délai ne devant pas dépasser trois ans à compter de la signature de l'arrêté préfectoral.

Les matières autorisées pour le traitement sont les suivantes :

- des matières stercoraires ;
- des lisiers, fientes, fumiers ;

- des sous-produits de dégrillage d'effluents ;
  - des graisses de flottation issues des industries agroalimentaires ;
  - des terres de filtration et lies ;
  - des boues biologiques ;
  - des eaux gélatineuses (activité de fonte) ;
  - des déchets organiques de restauration, des commerces de détails et collectivités ;
  - des déchets de couvoirs ;
  - des déchets verts (pelouse) ;
  - des déchets des préparations alimentaires de produits d'origine animale et végétale (industries agro-alimentaires) ;
- des boues issues du traitement des eaux destinées à la consommation humaine ou d'eaux à usage industriel.

Elles proviendront essentiellement des régions suivantes :  
Bretagne, Centre, Normandie, Pays de Loire et Poitou Charente.

L'admission des déchets suivants est interdite :

- déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ;
- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002 ;
- déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection.

#### **ARTICLE 1.3.5. STOCKAGE DU DIGESTAT**

Les installations de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de l'ensemble du digestat (fraction solide et fraction liquide) produit pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible.

Le digestat liquide sera stocké :

- dans le post digesteur pour un volume de 5000 m<sup>3</sup> ;
- dans deux cuves d'un volume utile unitaire de 10 000 m<sup>3</sup> ;
- dans deux lagunes d'une capacité unitaire de 8000 m<sup>3</sup>.

#### Stockage du digestat dans les lagunes

Les deux lagunes seront situées sur la commune d'ISSE :

- sur la parcelle ZK 5 (au nord du bourg) et sur la parcelle YV 24 (au sud-ouest du bourg).

Leur implantation sur ces parcelles préservera les zones humides déterminées par le diagnostic réalisé à la demande de l'exploitant par une société spécialisée en accord avec l'inspection des installations classées et figurant dans le dossier de demande d'autorisation.

Elles seront reliées au réseau d'épandage enterré voisin.

Elles seront couvertes afin de limiter les odeurs : la couverture sera sécurisée (solidité du matériau utilisé et de l'ancrage). Les risques de débordement seront pris en compte grâce à un asservissement de la pompe de remplissage à un niveau haut.

Leur accès sera sécurisé par une clôture. La plate-forme de stationnement des engins de transport du digestat sera située à l'intérieur du site.

Elles feront l'objet d'un aménagement paysager.

#### **ARTICLE 1.3.6. DESTRUCTION DU BIOGAZ**

L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit (torchère) en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Elle est située sur la plate-forme technique à proximité de l'unité de co-génération.

Cet équipement est muni d'un dispositif anti-retour de flamme.

La torchère est conçue de telle façon que la flamme ne soit pas visible à l'extérieur ; elle est équipée d'une grille de sécurité.

#### **ARTICLE 1.3.7. COMPTAGE DU BIOGAZ**

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié à minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **CHAPITRE 1.4 CONDITIONS D'ADMISSION DES DECHETS ET MATIERES TRAITÉES**

#### **ARTICLE 1.4.1. NATURE ET ORIGINE DES MATIERES**

Toute admission envisagée par l'exploitant de matières d'une nature ou d'une origine différente de celles mentionnées dans l'arrêté d'autorisation est portée à la connaissance du préfet.

#### **ARTICLE 1.4.2. CARACTERISATION PREALABLE DES MATIERES.**

L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise.

Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

L'information préalable contient à minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :

- source et origine de la matière ;
- données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ;

- dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1069-2009, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069-2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ;
- son apparence (odeur, couleur, apparence physique) ;
- les conditions de son transport ;
- le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière.

#### **ARTICLE 1.4.3. MATIERES DE CARACTERISTIQUES CONSTANTES DANS LE TEMPS ET BOUES D'EPURATION.**

A l'exception des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires et des déchets végétaux d'industries agroalimentaires, l'information préalable mentionnée à l'article 1.4.3 est complétée, pour les matières entrantes dont les lots successifs présentent des caractéristiques peu variables, par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe 7a de l'arrêté du 2 février 1998 (seuils en éléments traces métalliques et en substances organiques).

Dans le cas de traitement de boues d'épuration domestiques ou industrielles, celles-ci doivent être conformes à l'arrêté du 8 janvier 1998 ou à celui du 2 février 1998 modifié, et l'information préalable précise également :

- la description du procédé conduisant à leur production ;
- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;
- une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;
- une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998, réalisée selon la fréquence indiquée dans cet arrêté sur une période de temps d'une année.

Tout lot de boues présentant une non-conformité aux valeurs limites fixées à l'annexe 1 de l'arrêté du 8 janvier 1998 est refusé par l'exploitant.

Les informations relatives aux boues sont conservées pendant dix ans par l'exploitant et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.



#### **ARTICLE 1.4.4. ENREGISTREMENT LORS DE L'ADMISSION.**

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :

1. Leur désignation et le code des déchets indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ;
2. La date de réception ;
3. Le tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, le volume, évalué selon une méthode décrite et justifiée par l'exploitant ;
4. Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial ;
5. Le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ou matières ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET ;
6. Le nom, l'adresse du transporteur du déchet et, le cas échéant, son numéro SIREN et son numéro de récépissé délivré en application de l'article R. 541-50 du code de l'environnement ;
7. La désignation du traitement déjà appliqué au déchet ou à la matière ;
8. La date prévisionnelle de traitement des déchets ou matières ;
9. Le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.

Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol du digestat, et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 1.4.5. RECEPTION DES MATIERES.**

L'installation est équipée d'un dispositif de pesée des matières entrantes. A défaut, l'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base :

- des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ;
- ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée, décrite et justifiée par l'exploitant.

Toute admission de matières autres que des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires ou des déchets d'industries agro-alimentaires fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production des déchets ; l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats.

#### **ARTICLE 1.4.6. BOUES D'EPURATION URBAINES.**

En cas de méthanisation de boues issues du traitement des eaux usées domestiques, le mélange de boues de différentes origines et le mélange de boues avec d'autres déchets sont soumis à l'autorisation préalable du préfet, qui peut autoriser ce mélange dès lors que l'opération tend à améliorer les caractéristiques agronomiques ou techniques de ces matières.

## **CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

### **ARTICLE 1.5.1. PORTER À CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 1.5.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 1.5.3. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou une nouvelle déclaration.

### **ARTICLE 1.5.4. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **ARTICLE 1.5.5. CESSATION D'ACTIVITÉ**

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-75 et R.512-76.

## CHAPITRE 1.7 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
10/11/09	Arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre 1 <sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement
31/01/08	Arrêté relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

## CHAPITRE 1.8. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire

## TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

### CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

### **ARTICLE 2.1.2 FORMATION**

Avant le premier démarrage des installations, l'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance de l'installation, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

La formation comprendra en particulier les gestes de premiers secours.

Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est délivrée à toute personne nouvellement embauchée. Elle est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut être adapté pour prendre en compte notamment le retour d'expérience de l'exploitation des installations et ses éventuelles modifications.

A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème et le contenu de la formation. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.

Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.

### **ARTICLE 2.1.3 RISQUES DE FUITE DE BIOGAZ.**

Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant à minima sur la détection de CH<sub>4</sub> et de H<sub>2</sub>S avant toute intervention.

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 2.1.4 SURVEILLANCE DU PROCÉDE DE METHANISATION.**

L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Elles sont notamment équipées de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.

### **ARTICLE 2.1.5 PHASE DE DEMARRAGE DES INSTALLATIONS.**

L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.

Avant le premier démarrage de l'installation, l'exploitant informe le préfet de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

#### **ARTICLE 2.1.6 PRECAUTIONS LORS DU DEMARRAGE.**

Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.

Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

#### **ARTICLE 2.1.7 INDISPONIBILITES.**

En cas d'indisponibilité prolongée des installations, l'exploitant évacue les matières en attente de méthanisation susceptibles de provoquer des nuisances au cours de leur entreposage vers des installations de traitement dûment autorisées.

### **CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES**

#### **ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

### **CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

#### **ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ**

L'ensemble du site et des voies de circulation internes au site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus.

#### **ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

les lagunes de stockage du digestat feront l'objet d'un aménagement paysager.

### **CHAPITRE 2.4 DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS**

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

## **CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

## **TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### **CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Indépendamment de la torchère, le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais « incendie ». Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### **ARTICLE 3.1.2. COMPOSITION DU BIOGAZ**

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal.

La teneur maximale en H<sub>2</sub>S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à l'entrée de l'équipement dans lequel il est valorisé sera inférieure à 300 ppm.

#### **ARTICLE 3.1.3. POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

#### **ARTICLE 3.1.4. ODEURS**

1. L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière que les émissions de toutes natures soient aussi réduites que possible, et cela tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz.

A cet effet :

Si le délai de traitement des matières, autres que des végétaux ensilés, susceptibles de générer des nuisances à la livraison ou lors de leur entreposage est supérieur à vingt-quatre heures, l'exploitant met en place les moyens d'entreposage adaptés pour confiner et traiter les émissions.

Lors de l'admission de telles matières, leur déchargement se fait au moyen d'un dispositif qui isole celles-ci de l'extérieur ou par tout autre moyen équivalent.

En tout état de cause, la capacité du hall de réception devra être agrandie (cf. article 1.3.4).

2. Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans des dispositifs de stockage étanches, conçus pour éviter tout écoulement incontrôlé d'effluents liquides .
3. La zone de déchargement est équipée des moyens permettant d'éviter tout envol de matières et de poussières à l'extérieur du site de l'installation.
4. Le local d'hygiénisation des matières premières sera équipé d'un système de captation des effluents odorants et de leur traitement.
5. Les lagunes de stockage du digestat seront couvertes.

#### **ARTICLE 3.1.5. VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ; pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

### **CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET**

#### **ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions



de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES**

Installations raccordées	Puissance ou capacité thermique	Combustible	Hauteur de cheminée
3 groupes de cogénération	3 moteurs de 1067 kW chacun	biogaz	Une cheminée à triple conduit : 19 m
torchère	3,5 MW	biogaz	10 m

La puissance totale électrique installée des deux moteurs sera de 3 fois 1067 kW, soit 3,2 MW.

### **ARTICLE 3.2.3. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Moteur (cogénération)	Torchère
Concentration en O <sub>2</sub> sur gaz sec	5%	-
Poussières	10	-
NO <sub>x</sub>	270	-
CO	1200	150
COVNM (non méthaniques)	50	-

## **TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

L'établissement est approvisionné en eau par le réseau public d'eau potable.

La consommation journalière sera en moyenne de 80 m<sup>3</sup>.

### **ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

## **CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

### **ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

### **ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne et les points de rejet de toute nature.

### **ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

#### **ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

### **CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

#### **ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- les eaux industrielles,
- les eaux domestiques (les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches).

#### **ARTICLE 4.3.2. GESTION DES EAUX INDUSTRIELLES**

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les eaux usées industrielles seront collectées et dirigées vers les cuves de réception des déchets liquides pour être réintégrées dans la chaîne de méthanisation.

#### **ARTICLE 4.3.3 EAUX DOMESTIQUES**

Les eaux domestiques seront collectées puis traitées dans un système d'assainissement autonome.

#### **ARTICLE 4.3.4 EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES**

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont collectées dans un réseau séparatif puis stockées dans un bassin d'orage de 450 m<sup>3</sup>, puis prétraitées dans un ouvrage débourbeur-déshuileur en aval de ce bassin avant d'être rejetées dans le Don.

## **TITRE 5 - DÉCHETS**

### **CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION**

#### **ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

### **ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

### **ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

L'inventaire des déchets, leurs modes de stockage et d'élimination figurent dans le tableau suivant :

Nature des Déchets - Code	Stockage sur le site	Traitement	Prise en charge
Déchets de tamisage 19 06 99	benne	incinération	Retour process
Digestat 19 06 06	Bennes (digestat solide) Cuves (digestat liquide)	Compostage et/ou épandage	Usine de compostage autorisée et agréée* et/ou Entreprise de travaux agricoles spécialisée
Huiles moteurs 13 02 06	fûts	recyclage	Prestataire agréé
Déchets verts 20 02 01	bennes	méthanisation	VALDIS
Déchets des bureaux, vestiaires 20 03 01	poubelles		Éliminés avec les ordures ménagères (TRI OUEST ou équivalent)
Déchets d'emballages	containers	recyclage	Société agréée
Hydrocarbures (séparateur) 13 05 02	Séparateur à hydrocarbures		Collecteur agréé (SUEZ, VEOLIA ou équivalent)

\* agrément au titre du Règlement (CE) n° 1069-2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine.

#### **ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

#### **ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-50 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 5.1.7. EMBALLAGES INDUSTRIELS**

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du code de l'environnement portant application des articles L 541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages (J.O. du 21 juillet 1994).

## TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

### CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINES

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

#### ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### **ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

		<b>Nuit (22h00 – 7h00) et dimanches et jours fériés</b>	<b>Jour (7h00 – 22h00) sauf dimanches et jours fériés</b>
Points de contrôle	Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)
A	Nord est (du côté de « La Martinière »)	55	65
B	Sud ouest (du côté de « Boissay »)	55	65

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

## **CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

### **CHAPITRE 7.1 CARACTÉRISATION DES RISQUES**

#### **ARTICLE 7.1.1. PRINCIPES DIRECTEURS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

#### **ARTICLE 7.1.2. ZONAGE INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive (zones ATEX), qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées, ces zones sont équipées de détecteurs de méthane ou d'alarmes.

Ces zones sont définies sans préjudice des dispositions de l'arrêté du 4 novembre 1993 complété relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail, du décret n° 2002-1553 du 24 décembre 2002 relatif aux dispositions concernant la prévention des explosions applicables aux lieux de travail, ainsi que de l'arrêté du 28 juillet 2003 susvisé. Elles sont reportées sur le plan des installations tenu à jour.

Le matériel implanté dans ces zones explosives est conforme aux prescriptions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 susvisé. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur.

### **ARTICLE 7.1.3. ABSENCE DE LOCAUX OCCUPES DANS LES ZONES A RISQUE**

Les planchers supérieurs des bâtiments abritant les installations de méthanisation et, le cas échéant, d'épuration, de compression, de combustion ou de stockage du biogaz ne peuvent pas accueillir de locaux habités, occupés par des tiers ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques nécessaires au fonctionnement de l'installation.

## **CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS**

### **ARTICLE 7.2.1. ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage est assuré en permanence sur l'ensemble du site industriel de la Grand'lande.

### **ARTICLE 7.2.2. BÂTIMENTS ET LOCAUX**

#### **Article 7.2.2.1. ALLÉES DE CIRCULATION**

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

#### **Article 7.2.2.2. ISOLATION**

Les locaux à risque important sont isolés par des parois verticales et planchers hauts de propriété REI120 et les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont de qualité



EI 60 munies d'un dispositif de fermeture automatique.

#### **Article 7.2.2.3. VENTILATION – DÉSENFUMAGE**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation et notamment en cas de mise en sécurité de celle-ci, un balayage de l'atmosphère du local, au minimum au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

Des exutoires de fumées et de chaleur à commande d'ouverture automatique et manuelle seront mis en place ; leur surface cumulée ne sera pas inférieure au 1/100<sup>ème</sup> de la surface au sol des locaux, avec un minimum de 1 m<sup>2</sup> par exutoire. Ils seront placés de façon à pouvoir être facilement manœuvrables depuis le plancher du local près d'une issue.

#### **Article 7.2.2.4. ALARME**

L'établissement sera doté d'un système d'alarme d'incendie sonore fixe, distinct des autres signaux sonores utilisés dans l'établissement, audible de tout point du bâtiment pendant le temps nécessaire à l'évacuation.

### **ARTICLE 7.2.3. CANALISATIONS ET TUYAUTERIES**

#### **Article 7.2.3.1. REPÉRAGE DES CANALISATIONS.**

Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées (norme NF X 08 15) ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent.

#### **Article 7.2.3.2. CANALISATIONS, DISPOSITIFS D'ANCRAGE.**

Les canalisations en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion.

Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.

#### **Article 7.2.3.3. RACCORDS DES TUYAUTERIES DE BIOGAZ.**

Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local.

### **ARTICLE 7.2.4. EQUIPEMENTS IMPORTANTS POUR LA SECURITE**

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont dotés d'un dispositif destiné à prévenir les risques de surpression ou de sous-pression, ne débouchant pas sur un lieu de passage et conçu et disposé pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par quelque obstacle que ce soit. La disponibilité de ce dispositif est vérifiée dans le cadre du programme de maintenance préventive et, en

tout état de cause, après toute situation d'exploitation ayant conduit à sa sollicitation.

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale tel qu'une membrane souple, un disque de rupture, un évent d'explosion ou tout autre dispositif équivalent. Un éclairage de sécurité sera mis en place, conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 février 2003.

#### **ARTICLE 7.2.5. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE**

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

#### **ARTICLE 7.2.6. PROTECTION CONTRE LA Foudre**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

### **CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES Pouvant Présenter Des Dangers**

#### **ARTICLE 7.3.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS**

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

### **ARTICLE 7.3.2. INTERDICTION DE FEUX**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

### **ARTICLE 7.3.3. FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

### **ARTICLE 7.3.4. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE**

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier établi avant la mise en service de l'installation définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

#### **Article 7.3.4.1. « PERMIS D'INTERVENTION » OU « PERMIS DE FEU »**

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

## **CHAPITRE 7.4 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **ARTICLE 7.4.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant doit s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

#### **ARTICLE 7.4.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES**

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

#### **ARTICLE 7.4.3. RÉTENTIONS**

L'installation est munie d'un dispositif de rétention étanche réalisé par talutage, d'un volume au moins égal au volume du contenu liquide de la plus grosse cuve, qui permet de retenir à l'intérieur du site le digestat ou les matières en cours de traitement en cas de débordement ou de perte d'étanchéité du digesteur ou de la cuve de stockage du digestat.

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

#### **ARTICLE 7.4.4. RÉSERVOIRS**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

#### **ARTICLE 7.4.5. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 7.4.6. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

#### **ARTICLE 7.4.7. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

### **CHAPITRE 7.5 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

#### **ARTICLE 7.5.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS**

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie doit faire l'objet d'un Plan d'Établissement Répertoire en collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (Bureau Opérations du Groupement Territorial de RIAILLE).

#### **ARTICLE 7.5.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 7.5.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE**

L'exploitant dispose a minima de :

- trois poteaux d'incendie (dont deux poteaux existant également à la disposition de SARVAL Ouest) ; le nouveau poteau d'incendie devra être installé en dehors des zones d'effets d'une surpression ;
- une réserve d'eau de 5000 m<sup>3</sup> (appartenant à SARVAL Ouest et mis à la disposition de VALDIS) ;
- les moyens de lutte contre l'incendie externes (poteau et réserve d'eau) doivent être installés et vérifiés en liaison avec la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) (bureau Opérations de RIAILLE) ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

### **ARTICLE 7.5.4. CONSIGNES DE SÉCURITÉ**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

## **ARTICLE 7.5.5. PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS**

### **Article 7.5.5.1. BASSIN DE CONFINEMENT**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement de 450 m<sup>3</sup> (bassin d'orage).

## **TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

### **CHAPITRE 8.1 ÉPANDAGE**

#### **ARTICLE 8.1.1. REGLES GENERALES**

L'épandage de déchets ou effluents sur les sols agricoles doit respecter les règles définies en annexe 1 du présent arrêté préfectoral et par l'arrêté relatif au programme d'action en vigueur à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

#### **ARTICLE 8.1.2. ORIGINE DES EFFLUENTS A EPANDRE**

Les effluents à épandre sont constitués exclusivement de la partie liquide du digestat provenant de l'installation de méthanisation.

Mis à part les eaux traitées de la station d'épuration de SARVAL OUEST, aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.

#### **ARTICLE 8.1.3. ZONE D'EPANDAGE AUTORISEE**

L'épandage sera réalisé sur les terres épandables d'une surface agricole utile de 9203 hectares, répartie chez 83 agriculteurs des communes d'ABBARETZ, CHATEAUBRIANT, ERBRAY, ISSE, JANS, LOUISFERT, LUSANGER, LA MEILLERAYE DE BRETAGNE, MOISDON LA RIVIERE, NOZAY, SAINT AUBIN DES CHATEAUX, SAINT VINCENT DES LANDES, SION LES MINES et TREFFIEUX.

La liste des agriculteurs figure à l'annexe 2 du présent arrêté. La liste des parcelles est celle qui est présentée dans le dossier de demande d'autorisation déposé au mois de mai 2015.

Une convention, régissant les rapports entre la SAS VALDIS et chaque exploitant agricole a été signée et sera tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### **ARTICLE 8.1.4. MODE D'EPANDAGE**

L'épandage sera réalisé :

- soit au moyen d'un réseau de canalisations enterrées et de canons enrouleurs ;
- soit avec une tonne à lisier équipée de pendillards ;

- ou bien au moyen d'un système automatisé validé par l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 8.1.5. INTERDICTIONS D'EPANDAGE**

L'épandage est interdit :

- les samedis, dimanches et jours fériés ; toutefois, en raison de conditions climatiques exceptionnelles, et sous réserve de l'accord écrit de l'inspecteur des installations classées, il pourra être réalisé ces jours là ;
- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ;
- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ;
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage ;
- à l'aide de dispositifs d'aéro-aspersion qui produisent des brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des microorganismes pathogènes.

#### **ARTICLE 8.1.6. COMPOSTAGE DE LA PARTIE SOLIDE DU DIGESTAT**

Le digestat brut ou la partie solide du digestat, extraite par un système de séparation de phase, pourront être envoyés vers une usine de compostage autorisée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement et agréée au titre du Règlement (CE) n° 1069-2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine.

### **TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

#### **CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

##### **ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.



## **CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE**

### **ARTICLE 9.2.1. COMPOSITION DU BIOGAZ**

La teneur en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S du biogaz produit est mesurée au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent.

Ces informations seront tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### **ARTICLE 9.2.2. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES**

#### **Article 9.2.2.1. Autosurveillance de la pollution rejetée (moteurs)**

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le Ministre de l'Ecologie, sur les cheminées citées à l'article 3.2.2., une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur.

Le premier contrôle est effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation : à cette occasion, les teneurs en monoxyde de carbone et hydrocarbures non méthaniques sont déterminées ;

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation ;  
Pour les moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.

#### **Article 9.2.2.2. Fonctionnement de la torchère**

Le fonctionnement de la torchère sera contrôlé six mois au plus tard après sa mise en service (mesure de la teneur en CO) puis une fois tous les trois ans.

#### **Article 9.2.2.3. Autosurveillance des émissions odorantes**

En cas de nécessité, des mesures des émissions atmosphériques odorantes seront réalisées à la demande de l'inspection des installations classées et les résultats lui seront adressés dans le mois qui suit leur réception.

### **ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS**

L'exploitant tient à jour un registre des déchets ou matières sortantes mentionnant :

- la nature du déchet ou de la matière ;
- le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, le cas échéant ;
- la date de chaque enlèvement ;
- les masses ou volumes et caractéristiques correspondantes ;
- le type de traitement prévu : épandage, traitement (compostage, séchage...) ou élimination (enfouissement, incinération, épuration...) ;
- le destinataire.

Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de 10 ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 9.2.4. AUTO SURVEILLANCE DE L'ÉPANDAGE**

##### **Article 9.2.4.1. CAHIER D'ÉPANDAGE**

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour.

Il comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

#### **ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service de chaque nouvelle installation bruyante par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et les mesures compensatoires prévues en cas de non-conformité.

### **CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS**

#### **ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du CHAPITRE 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

## CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES

### ARTICLE 9.4.1. RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE

Une fois par an, l'exploitant adresse au préfet un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue au chapitre 8.1 ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur le fonctionnement de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public.

Le rapport comprendra le bilan annuel des épandages prévu à l'article 8.4.2 ..

### ARTICLE 9.4.2. BILAN ANNUEL DES ÉPANDAGES

L'exploitant réalisera annuellement un bilan des opérations d'épandage ; ce bilan sera adressé aux Préfets et agriculteurs concernés.

Il comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des effluents *et/ou* déchets épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale, et les résultats des analyses de sol ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

## CHAPITRE 9.5 INFORMATION DU PUBLIC

Conformément aux dispositions de l'article R. 125-2 du code de l'environnement, l'exploitant adresse chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents précisés à l'article précité.

## TITRE 10 – ECHEANCES

Les délais de mise en conformité des installations indiqués dans le présent arrêté sont repris dans le tableau ci-dessous. Ils s'entendent à partir de la signature de l'arrêté d'autorisation.

Article	Opérations à réaliser	Délai
1.3.4	Agrandissement du hall de réception des matières premières	Trois ans à compter de la signature de l'arrêté préfectoral

## **TITRE 12 – SANCTIONS**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement.

## **TITRE 13 –DISPOSITIONS AUTRES**

L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserve du droit des tiers. Elle ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire et cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans ou s'il n'est pas exploité durant deux années consécutives.

En aucun cas, ni à aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

### **CHAPITRE 13.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de NANTES:

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **CHAPITRE 13.2 PUBLICATION**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'ISSE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie d'ISSE pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire d'ISSE et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique - Direction de la coordination et du management de l'action publique - Bureau des procédures d'utilité publique.

Une copie de cet arrêté sera transmise aux conseils municipaux des communes de LOUISFERT, TREFFIEUX, SAINT VINCENT DES LANDES, ABBARETZ, CHATEAUBRIANT, ERBRAY, JANS, LUSANGER, LA MEILLERAYE DE BRETAGNE, MOISDON LA RIVIERE, NOZAY, SAINT AUBIN DES CHATEAUX et SION LES MINES.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de la Société VALDIS dans les journaux « Ouest France » et « Presse Océan ».

### CHAPITRE 13.2 OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

Une copie du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis à la SAS VALDIS qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

### TITRE 14 – EXECUTION DE L'ARRETE

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, la sous-préfète de Châteaubriant, le maire d'Issé et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le **05 DEC. 2016**  
Le PREFET,

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

  
Emmanuel AUBRY

P.J. : deux annexes

VU  
pour être annexé à mon  
arrêté du  
NANTES, le 05 DEC. 2016  
LE PREFET,  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général  
Emmanuel AUBRY

## ANNEXE 1 – EPANDAGE

1. Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière :
  - à assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
  - à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
  - à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique ;
  - à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.
  
2. L'épandage est interdit :
  - pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ;
  - pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;
  - en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ;
  - sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage ;
  - à l'aide de dispositifs d'aéro-aspersion qui produisent des brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des microorganismes pathogènes.


Nature des activités à protéger	Distance minimale	Domaine d'application Emmanuel AUBRY
Puits, forages, sources aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères	35 mètres	Pente de terrain inférieure à 7%
	100 mètres	Pente de terrain supérieure à 7%
Cours d'eau et plans d'eau	5 mètres des berges (1)	Pente de terrain inférieure à 7% 1. Déchets non fermentescibles enfouis immédiatement après épandage
	35 mètres des berges (2)	2. Autres cas
	100 mètres des berges (1)	Pente de terrain supérieure à 7% 1. Déchets solides et stabilisés
	200 mètres des berges (2)	2. Déchets non solides ou non stabilisés
Lieux de baignade	200 mètres	
Sites d'aquaculture (piscicultures et zones conchyliques)	500 mètres	
Habitation ou local occupé par des tiers, zones de loisirs et établissements recevant du public	50 mètres	
	100 mètres	En cas de déchets ou d'effluents odorants

3. Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L. 1331-1 du code de la santé publique, l'épandage de déchets ou d'effluents respecte les distances et délais minima prévus au tableau suivant :

Nature des activités à protéger	Délai minimal	Domaine d'application
Herbages ou cultures fourragères	Trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes
	Six semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou la récolte des cultures fourragères	Autres cas
Terrains affectés à des cultures maraîchères et fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers	Pas d'épandage pendant la période de végétation	
Terrains destinés ou affectés à des, cultures maraîchères et fruitières en contact direct avec les sols, ou susceptibles d'être consommés à l'état cru	Dix mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes
	Interdit	Autres cas

Les déchets solides ou pâteux non stabilisés sont enfouis le plus tôt possible, dans un délai maximum de quarante-huit heures, pour réduire les nuisances olfactives et les pertes par volatilisation.

VU  
pour être annexé à mon  
arrêté du  
NANTES, le **05 DEC. 2016**  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

  
Emmanuel AUBRY

Il est dérogé à l'obligation d'enfouissement pour les cultures en place à condition que celles-ci ne soient pas destinées à la consommation humaine directe.

4. Tout épandage est subordonné à une étude préalable, comprise dans l'étude d'impact, montrant l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des effluents ou des déchets, l'aptitude du sol à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation.

Cette étude justifie la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées ou les documents de planification existants et est conforme aux dispositions du présent arrêté et à celles qui résultent des autres réglementations en vigueur.

Cette étude préalable doit comprendre au minimum :

- la présentation des déchets ou effluents : origine, procédés de fabrication, quantités et caractéristiques ;
- la représentation cartographique au 1/25 000 du périmètre d'étude et des zones aptes à l'épandage ;
- la représentation cartographique, à une échelle appropriée, des parcelles aptes à l'épandage et de celles qui en sont exclues, en précisant les motifs d'exclusion ;
- la liste des parcelles retenues avec leur référence cadastrale ;
- l'identification des contraintes liées au milieu naturel ou aux activités humaines dans le périmètre d'étude et l'analyse des nuisances qui pourraient résulter de l'épandage ;
- la description des caractéristiques des sols, des systèmes de culture et des cultures envisagées dans le périmètre d'étude ;
- une analyse des sols portant sur les paramètres mentionnés au tableau suivant, réalisée en un point de référence, représentatif de chaque zone homogène ;

Eléments de caractérisation de la valeur agronomique des sols
Granulométrie Matière sèche (en %); matière organique (en %)
PH Azote global, azote ammoniacal (en NH <sub>4</sub> )
Rapport C/N Phosphore total échangeable (P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> ), potassium total échangeable (K <sub>2</sub> O), calcium total échangeable (CaO), magnésium total échangeable (MgO)
Oligoélément mesuré si nécessaire à la fréquence prévue pour les éléments traces

- la justification des doses d'apport et des fréquences d'épandage sur une même parcelle ;
- la description des modalités techniques de réalisation de l'épandage ;
- la description des modalités de surveillance des opérations d'épandage et de contrôle de la qualité des effluents ou déchets épandus ;



VU  
pour être annexé à mon  
arrêté du  
NANTES, le 05 DEC. 2016  
LE PREFET  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

- la localisation, le volume et les caractéristiques des ouvrages d'entreposage. L'étude préalable est complétée par l'accord écrit des exploitants agricoles des parcelles pour la mise en œuvre de l'épandage dans les conditions envisagées.

Une filière alternative d'élimination ou de valorisation des déchets solides ou pâteux doit être prévue en cas d'impossibilité temporaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Le préfet peut faire appel à un organisme indépendant du producteur de déchets ou d'effluents et mettre en place un dispositif de suivi agronomique des épandages dans un objectif de préservation de la qualité des sols, des cultures et des produits.

5. Le pH des effluents ou des déchets est compris entre 6,5 et 8,5. Toutefois, des valeurs différentes peuvent être retenues sous réserve de conclusions favorables de l'étude préalable.

Les déchets ou effluents ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le pH du sol est supérieur à 5 ;
- la nature des déchets ou effluents peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6.

6. Lorsque les déchets ou effluents contiennent des éléments ou substances indésirables ou des agents pathogènes, le dossier d'étude préalable doit permettre d'apprécier l'innocuité du déchet dans les conditions d'emploi prévues.

La concentration maximum et le flux maximum de l'élément, de la substance ou de l'agent pathogène considéré, apporté au sol seront fixées par le Préfet.

7. La dose d'apport est déterminée en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement ;
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus ;
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol et dans le déchet ou l'effluent et dans les autres apports ;
- des teneurs en éléments ou substances indésirables des déchets ou effluents à épandre ;
- de l'état hydrique du sol ;
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années.

Pour l'azote, ces apports (exprimés en N global), toutes origines confondues, ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- sur prairies naturelles, ou sur prairies artificielles en place toute l'année et en pleine production : 350 kg/ha/an ;

VU  
pour être annexé à mon  
arrêté du  
NANTES, le 05 DEC. 2016  
LE PREFET  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Emmanuel AUBRY

- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg/ha/an ;
- sur les cultures légumineuses aucun apport azoté. L'épandage des effluents des installations agroalimentaires ne traitant que des matières d'origine végétale sur les cultures de luzerne peut cependant être autorisé par le préfet dans des conditions définies dans l'arrêté d'autorisation dans les limites de 200 kg/ha/an d'azote global.

Pour les cultures autres que prairies et légumineuses, une dose d'apport supérieure à 200 kg/ha/an peut être tolérée si l'azote minéral présent dans le déchet est inférieur à 20 % de l'azote global, sous réserve :

- que la moyenne d'apport en azote global sur cinq ans, tous apports confondus, ne dépasse pas 200 kg/ha/an ;
- que les fournitures d'azote par la minéralisation de l'azote organique apporté et les autres apports ne dépassent pas 200 kg/ha/an ;
- de réaliser des mesures d'azote dans le sol exploitable par les racines aux périodes adaptées pour suivre le devenir de l'azote dans le sol et permettre un plan de fumure adapté pour les cultures suivantes ;
- de l'avis de l'hydrogéologue agréé en ce qui concerne les risques pour les eaux souterraines.

La dose finale retenue pour les déchets solides ou pâteux est au plus égale à 3 kilogrammes de matières sèches par mètre carré, sur une période de dix ans, hors apport de terre et de chaux.

8. Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets ou d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.

9. Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec l'exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;
- une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés dans le tableau du §4 ci-dessus (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable, la granulométrie n'étant demandée que dans la l'étude préalable ;
- une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique,...) ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;

VU  
pour être annexé à mon  
arrêté du  
NANTES, le **05 DEC. 2016**  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Emmanuel ALBERT

- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est transmis au préfet (inspection des installations classées) avant le début de la campagne.

**10.** Les effluents ou déchets sont analysés lors de la première année d'épandage ou lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité.

Ces analyses portent sur :

- le taux de matière sèche ;
- les éléments de caractérisation de la valeur agronomique parmi ceux mentionnés au point 5 ;
- les éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents dans les déchets ou effluents au vu de l'étude préalable ;
- les agents pathogènes susceptibles d'être présents.

En dehors de la première année d'épandage, les effluents ou déchets sont analysés une fois par an.

**11.** L'échantillonnage et les analyses des effluents ou des déchets sont réalisées selon des méthodes normalisées, lorsqu'elles existent. A défaut, ces méthodes sont définies par le laboratoire.

**12.** Le volume des effluents épandus est mesuré, soit par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

**13.** Les contrats d'épandage signés entre le producteur d'effluents et les agriculteurs définissent les engagements de chacun ainsi que leurs durées.

05 DEC. 2016

Emmanuel AUBRY

PEIGNE Patrice	La Mazure	44520	ISSE
SCEA GAUTREAU POIRIER	La Breslais	44520	ISSE
GAEC DU BIGNON	23 rue Abbé COTTEUX	44110	LOUISFERT
SCEA LIBEAUDAIS	La Libeaudais	44110	LOUISFERT
BOUCHET BAPTISTE	La Clérissais	44520	MOISDON LA RIVIERE
EARL CLERGEAU	11 Le Grand Chemin	44520	MOISDON LA RIVIERE
EARL DU BOSQUET	La Haudussais	44520	MOISDON LA RIVIERE
EARL DU CHESNEL	Le chesnel	44520	MOISDON LA RIVIERE
EARL LA FERRIERE	La Ferrière	44520	MOISDON LA RIVIERE
EARL LA GALMELIERE	La Galmelière	44520	MOISDON LA RIVIERE
EARL PIRAUDAIS	La Piraudais	44520	MOISDON LA RIVIERE
GAEC 2 HORIZONS	LA RIVIERE PEAN	44520	MOISDON LA RIVIERE
GAEC DE L'AUBE	LANDEMARRE	44520	MOISDON LA RIVIERE
GAEC DE LA BARRE	La Barre	44520	MOISDON LA RIVIERE
GAEC DES LANDES CHEVREUILS	Bouffere	44520	MOISDON LA RIVIERE
GAEC DU PALIERNE	Le Palierne	44520	MOISDON LA RIVIERE
GAEC DU RABATOUAIS	Le Rabatouais	44520	MOISDON LA RIVIERE
GAEC LES ROCHES BLANCHES	La Plouserie	44520	MOISDON LA RIVIERE
GLEDEL René	Gros Bouc	44520	MOISDON LA RIVIERE
HALET Philippe	La Chaussée	44520	MOISDON LA RIVIERE
HAMON DIDIER	Le Bocage	44520	MOISDON LA RIVIERE
LEPICIER JOSEPH	La Roholais	44520	MOISDON LA RIVIERE
ROBIN ADRIEN	Bothelière	44520	MOISDON LA RIVIERE
SCEA DE LA BELLE	Belle Rivière	44520	MOISDON LA RIVIERE
SCEA LA PROVOTE	La Provote	44520	MOISDON LA RIVIERE
SCEA LECOQ	La Pinais	44520	MOISDON LA RIVIERE
SCEA LES TROIS M	La Coulois	44520	MOISDON LA RIVIERE
VIDAILLAC JEAN	BEAU SOLEIL	44520	MOISDON LA RIVIERE
CHARRON Jean Francois	La Chesnaie	44110	SAINT AUBIN DES CHATEAUX
EARL LA BEHOURDIERE	LA BEHOURDIERE	44110	SAINT AUBIN DES CHATEAUX
GAEC DU CLARAY	La Tournée du Claray	44110	SAINT AUBIN DES CHATEAUX
FRICAUD Alexandre	5, la mulsonnais	44590	SAINT VINCENT DES LANDES
GAEC DU PRE ROUGERAND	Rougerand	44590	SAINT VINCENT DES LANDES
GAEC DE LA VRAIE FEE	La Feuvrains	44110	ST AUBIN DES CHATEAUX
GILLOIS Alain	La Culais	44110	ST AUBIN DES CHATEAUX
BOUCHET Gilbert	La Verdière	44590	ST VINCENT DES LANDES
CHALLON Jean-Yves	La Serfnais	44590	ST VINCENT DES LANDES
COCAUD Marie Anne	Le Breil	44520	ST VINCENT DES LANDES
EARL CLAIÉ DE LA BROSSÉ	La Brosse	44590	ST VINCENT DES LANDES
EARL DE LA MOUËSSERIE	La Mouësserie	44590	ST VINCENT DES LANDES
GAEC DE LA MINIERE	La Minière	44590	ST VINCENT DES LANDES
GAEC DE LA VALLEE DU CONE	La Ricoulais	44590	ST VINCENT DES LANDES
GAEC DU BOIS	Bourru	44590	ST VINCENT DES LANDES
GAUTHIER Maryvonne	La Ventrousais	44590	ST VINCENT DES LANDES
MALLIER Hubert	La Quidais	44590	ST VINCENT DES LANDES
RICOUL DIDIER	La Treffrache	44590	ST VINCENT DES LANDES
DELAUNAY Mathieu	La Boulais	44170	TREFFIEUX
EARL DE BEL AIR	La Maclais	44170	TREFFIEUX
EARL DES VALLEES	Les vallées	44170	TREFFIEUX
EARL DU CHENE	Le Bois d'Inde	44170	TREFFIEUX
EARL POINT DU JOUR (LE)	Le Point du Jour	44170	TREFFIEUX
GAEC DE LA GUINGENAIS	La Grionnais	44170	TREFFIEUX
GAEC DES 6 DES	La Mulnais	44170	TREFFIEUX
GAEC GOMMERAIS (DE LA)	La Gommerais	44170	TREFFIEUX
GAEC LE DON	La Fleurais	44170	TREFFIEUX
LEBASCLÉ Yannick	La Haute Rive	44170	TREFFIEUX

VU  
pour être annexé à mon  
arrêté du  
NANTES, le **05 DEC. 2016**  
LE PREFET  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Emmanuel AUBRY

ANNEXE 2 - EXPLOITATIONS AGRICOLES DU PLAN D'EPANDAGE

SOCIETE	ADRESSE	CP	COMMUNE
BOMME Emmanuel	Le Houx	44170	ABBARETZ
EARL DES PHOTVIAS	LE PARADEL	44170	ABBARETZ
FRASUN Thierry	Les Vanneries	44170	ABBARETZ
GAEC ARCHE (DE L')	La Herminière	44170	ABBARETZ
GAEC LOBELU E (DE)	La Godardais	44170	ABBARETZ
GAEC LOGIS (DU)	La Ferme de la Rivière	44170	ABBARETZ
GAEC MINERALS (DES)	La Minetais	44170	ABBARETZ
GAEC DES MOULIERES	LA FEUVRAIS	44110	ERBRAY
EARL DE LA RIVE	Montigné	44520	ISSE
EARL DES CHATAIGNIERS	Le Bois de Beaumont	44520	ISSE
EARL LA DOUBLERAIE	La Doulerais	44520	ISSE
EARL MARTIN YVES	Le Mortier	44520	ISSE
EARL PASGRIMAUD HENRY	La Loissais	44520	ISSE
GAEC BODIER	Couëtreaux	44520	ISSE
GAEC CHAMP VIL	Villatte	44520	ISSE
GAEC DE BOISSAIS	Boissais	44520	ISSE
GAEC DE LA CHAMPAGNE	Le Boisanger	44520	ISSE
GAEC DE LA LOISSAIS	La Loissais	44520	ISSE
GAEC DE LA TOUCHE	La Touche	44520	ISSE
GAEC DELAUNAY	Ville Ville	44520	ISSE
GAEC DES BOULEAUX	La Martinière	44520	ISSE
GAEC DES CARRIERES	La Pervençhère	44520	ISSE
GAEC MENARD	Le Breil Benoist	44520	ISSE
GAEC PRIER-HAREL	Beaumont	44520	ISSE
LALLOUE Christophe	La Martinière	44520	ISSE
LEPAROUX Bernard	Le Bas Rougeau	44520	ISSE
LEPAROUX Thierry	La Binquenais	44520	ISSE
PEIGNE Patrice	La Mazure	44520	ISSE
SCEA GAUTREAU POIRIER	La Breslais	44520	ISSE
GAEC DU BIGNON	23 rue Abbé COTTEUX	44110	LOUISFERT
SCEA UBEAUDAIS	La Ubeaudais	44110	LOUISFERT
BOUCHET BAPTISTE	La Clérissais	44520	MOISSON LA RIVIERE
EARL CLERGEAU	11 Le Grand Chemin	44520	MOISSON LA RIVIERE
EARL DU BOSQUET	La Haudussais	44520	MOISSON LA RIVIERE
EARL DU CHESNEL	Le chesnel	44520	MOISSON LA RIVIERE
EARL LA FERRIERE	La Ferrière	44520	MOISSON LA RIVIERE
EARL LA GALMEUIERE	La Galmelière	44520	MOISSON LA RIVIERE
EARL PIRAUDAIS	La Piraudais	44520	MOISSON LA RIVIERE
GAEC 2 HORIZONS	LA RIVIERE PEAN	44520	MOISSON LA RIVIERE
GAEC DE L'AUBE	LANDEMARE	44520	MOISSON LA RIVIERE
GAEC DE LA BARRE	La Barre	44520	MOISSON LA RIVIERE
GAEC DES LANDES CHEVREUILS	Bouffere	44520	MOISSON LA RIVIERE
GAEC DU PALIERNE	Le Palièrne	44520	MOISSON LA RIVIERE
GAEC DU RABATOUAIS	Le Rabatouais	44520	MOISSON LA RIVIERE
GAEC LES ROCHES BLANCHES	La Plouserie	44520	MOISSON LA RIVIERE
GIEDEL René	Gros Bouc	44520	MOISSON LA RIVIERE
HALET Philippe	La Chaussée	44520	MOISSON LA RIVIERE
HAMON DIDIER	Le Bocage	44520	MOISSON LA RIVIERE
LEPICIER JOSEPH	La Roholais	44520	MOISSON LA RIVIERE
ROBIN ADRIEN	Bothelière	44520	MOISSON LA RIVIERE
SCEA DE LA BELLE	Belle Rivière	44520	MOISSON LA RIVIERE
SCEA LA PROVOTE	La Provote	44520	MOISSON LA RIVIERE
SCEA LEGOCQ	La Pinais	44520	MOISSON LA RIVIERE
SCEA LES TROIS M	La Coulois	44520	MOISSON LA RIVIERE
VIDAILLAC JEAN	BEAU SOLEIL	44520	MOISSON LA RIVIERE
CHAPRON Jean Francois	La Chesnaie	44110	SAINT AUBIN DES CHATEAUX
EARL LA BEHOURDIERE	LA BEHOURDIERE	44110	SAINT AUBIN DES CHATEAUX
GAEC DU CLARAY	La Tournée du Claray	44110	SAINT AUBIN DES CHATEAUX
FRIKAUD Alexandre	S, la mulsonnais	44590	SAINT VINCENT DES LANDES
GAEC DU PRE ROUGERAND	Rougerand	44590	SAINT VINCENT DES LANDES
GAEC DE LA VRAIE FEE	La Feuvrais	44110	ST AUBIN DES CHATEAUX
GILLOIS Alain	La Culais	44110	ST AUBIN DES CHATEAUX
BOUCHET Gilbert	La Verdière	44590	ST VINCENT DES LANDES
CHALLON Jean-Yves	La Serfnais	44590	ST VINCENT DES LANDES
COCAUD Marie Anne	Le Breil	44520	ST VINCENT DES LANDES
EARL CLAIE DE LA BROSE	La Brosse	44590	ST VINCENT DES LANDES
EARL DE LA MOUESSERIE	La Mouesserie	44590	ST VINCENT DES LANDES
GAEC DE LA MINIERE	La Minière	44590	ST VINCENT DES LANDES
GAEC DE LA VALLEE DU CONE	La Ricoulais	44590	ST VINCENT DES LANDES
GAEC DU BOIS	Bourru	44590	ST VINCENT DES LANDES
GAUTHIER Marvonne	La Ventrousais	44590	ST VINCENT DES LANDES
MALLIER Hubert	La Quidais	44590	ST VINCENT DES LANDES
RICOUL DIDIER	La Treffrache	44590	ST VINCENT DES LANDES
DELAUNAY Mathieu	La Boulais	44170	TREFFIEUX
EARL DE BEL AIR	La Maclais	44170	TREFFIEUX
EARL DES VALLEES	Les vallées	44170	TREFFIEUX
EARL DU CHENE	Le Bois d'Inde	44170	TREFFIEUX
EARL POINT DU JOUR (LE)	Le Point du jour	44170	TREFFIEUX
GAEC DE LA GUINGUENAIS	La Grionnais	44170	TREFFIEUX
GAEC DES 6 DES	La Mulnais	44170	TREFFIEUX
GAEC GOMMIERAS (DE LA)	La Gommerais	44170	TREFFIEUX
GAEC LE DON	La Fleurais	44170	TREFFIEUX